

NOGUÉ Joan, ROMERO Joan (Éditeur), *Las otras geografías*, Éditions Tirant Lo Blanch, Colección crónica, Valencia (España), 2006, 557 pages.

Les deux responsables de l'ouvrage, Joan Nogué et Joan Romero, se sont donné pour ambition, en suscitant les contributions d'une trentaine d'intervenants d'explorer des géographies habituellement peu pratiquées, en raison de la difficulté intrinsèque que leur étude présente, ou encore de leur caractère éphémère, impalpable. L'objectif est d'élargir, voire de renouveler le champ de la géographie, dont les auteurs rappelle d'entrée l'importance croissante et le rôle indispensable qu'elle a pour la compréhension du monde dans lequel nous vivons.

Écrits par des « spécialistes de prestige reconnu » (p. 12), appartenant à des disciplines diverses, géographes en majorité, mais aussi architectes, urbanistes, politologues, juristes, sociologues, ingénieurs agronomes, journalistes, responsables d'ONG, Espagnols, mais aussi Argentins, Brésiliens, Mexicains, Français, Canadiens, les textes s'adressent à un public large et varié, qui ne doit pas s'attendre à y trouver des certitudes, mais au contraire beaucoup d'interrogations, nouvelles ou anciennes, sur le monde dans lequel nous vivons et sur les changements qui affectent les territoires et les personnes.

Des interrogations essentielles, que J. Nogué et J. Romero rassemblent en une trentaine de pages en début d'ouvrage qui font le lien entre les 26 contributions que réunit l'ouvrage. Un ordre ancien est derrière nous. Depuis les années 1980 s'ouvrent de nouveaux horizons, s'imposent à grande vitesse des conditions de vie inédites : « nous vivons des temps incertains. Des temps de murs et de barrières. Des temps de frontières refermées. Des temps dans lesquels prévalent l'invisibilité et l'éphémérité. Des temps de libre circulation des capitaux et des marchandises, mais interdits aux déplacements des personnes... » (p. 15).

Le nouvel ordre géopolitique mondial, le prétendu choc des civilisations, la crise des états-providence, la mondialisation et l'émergence de nouveaux risques,

non seulement environnementaux mais aussi sociaux, culturels, politiques, les remises en question de la démocratie, les nouvelles frontières qui résultent de la mondialisation, l'accroissement, à toutes les échelles, des inégalités, en liaison notamment avec les changements en cours dans le travail et la multiplication des situations d'exploitation, la précarisation des conditions de vie, que l'on peut mettre en rapport avec la diversification des mobilités, ou encore avec ce qui relève de l'informel, de l'éphémère, de l'instable : autant d'interrogations et de réflexions qui relient, de façon plus ou moins explicite, les différents auteurs.

#### L'ouvrage est organisé en quatre parties

Dans la première partie, sous le titre « Les autres géographies de la globalisation », sont rassemblés des textes dont les thèmes centraux sont sensiblement différents.

« Les nouveaux visages de la lutte contre la pauvreté » (Ignasi Carreras et Adela Farré), sont envisagés à l'échelle mondiale et à travers à la fois la nécessaire implication des pays en développement et la responsabilisation des habitants des pays développés pour imposer aux puissants des politiques de lutte effective contre l'injustice et l'inéquité.

Les conflits oubliés, les états impuissants, les états voyous, l'interventionnisme humanitaire, le rôle ambigu des médias, bref ce que Carlos Taiba qualifie de zones et de périodes grises, nous interrogent à la fois sur l'évolution géopolitique du monde et sur l'inégale conscience et connaissance que nous avons de certains conflits, de leurs protagonistes et de leurs enjeux.

« Les géographies des crises oubliées » (Consuelo Lopez et Jordi Passola), à travers les exemples des dix crises les plus oubliées selon Médecins sans frontières (Tchéchénie, République démocratique du Congo, Haïti, Somalie, Sud du Soudan, etc.) soulèvent des questions voisines : l'oubli de ces crises n'est-il pas délibéré ? Où sont les responsabilités ? Quel rôle ont à tenir les actions humanitaires ?

Sous le titre « Les nations sans État », Agusti Colomines, professeur d'Histoire contemporaine, s'interroge, en faisant une large place à l'Union européenne,

sur les fondements des nations, sur les rapports entre nations, régions et mondialisation, sur l'évolution des identités de référence. D'un côté l'internationalisation associée à la globalisation, de l'autre l'affaiblissement des références à l'État-nation et, en réaction, l'affirmation d'identités locales, plus ou moins enracinées dans la tradition et qui peuvent soutenir des revendications d'autonomie, voire d'indépendance.

Les déplacements forcés (Javier De Lucas) concernent des populations de plus en plus nombreuses – de l'ordre de 175 millions de personnes. Paradoxalement les réfugiés, demandeurs d'asile et autres émigrants se heurtent à des obstacles sans cesse renforcés.

Le terrorisme est susceptible de multiples géographies (Mirela Folch-Serra) à l'échelle internationale certes, mais aussi aux échelles nationales, régionales, voire locales. Non seulement y recourent des groupes, mais aussi des états dans des contextes de perméabilité croissante des frontières aux personnes, aux flux financiers, aux informations et prises de décision, ce à quoi contribuent les nouvelles technologies de communication qui abrègent les distances et les durées.

Revisiter la géographie des religions, (Abel Albet) bilan étant fait de ses apports dans la géographie classique, ouvre (ou renouvelle) des perspectives fructueuses, notamment concernant les liens entre religion, pouvoir, identités culturelles, aux différentes échelles géographiques, en replaçant ces perspectives à la fois dans le contexte de la mondialisation et de ses enjeux et dans les cadres des états et des groupes sociaux qui les composent.

La réflexion sur « Les espaces de l'Alter-globalisation » (Antoni Luna) est l'occasion d'une réflexion sur les dimensions désormais mondiales de mobilisations sociales suscitées par les conséquences des processus de globalisation des relations économiques, sociales, politiques, culturelles, et plus encore de s'interroger sur les dimensions géographiques, échelles, espaces, relations entre identités et localités, des mobilisations sociales se rapportant au mouvement altermondialiste.

Rafael Sanchis (« Géographie actuelle du commerce équitable ») présente les principes du commerce équitable auxquels se réfèrent les principales organisations européennes qui interviennent dans ce domaine, guidées qu'elles sont par l'ambition de contribuer au développement durable, tant social, financier qu'envi-

ronnemental des pays et des populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

### la deuxième partie traite des « nouveaux territoires »

Francesca Muñoz reprend des réflexions sur les rapports entre temps, espaces et territoires, en partant d'un point de vue de géographie culturelle. « L'étude du temps montre comme peu d'autres questions, combien sont importantes les constructions culturelles pour expliquer tant les comportements sociaux collectifs que les perceptions individuelles » (p. 235). La vitesse, l'accélération, l'actualité, le temps court, le temps « digital », le temps mondial se substituent au temps lent, à l'histoire, au territoire continu et stable. Les mobilités se multiplient et s'accroissent, fondant de nouveaux modes de vie caractérisés par la diversification des usages des territoires en fonction du temps. La mobilité bien plutôt que l'ancrage et la stabilité caractérise ainsi ces territoriantes qui pratiquent des lieux différents à maints égards, dont les combinaisons en territoires d'un nouveau type varient, selon les statuts sociaux, l'âge, le genre, l'instruction. « La disponibilité, l'usage et le contrôle du temps apparaissent comme le grand luxe du futur » (p. 251) – un attribut des catégories sociales supérieures. Soyons attentifs aux temps morts (entre production et reproduction), aux temps libres, à leur possible géographie, à leur valeur (à préserver) comme moments pour penser le monde de façon critique.

À la frontière entre l'Argentine et le Chili (Perla Zusman, Christina Hevilla et Matias Molina) coexistent justement, dans un contexte général de multiplication de déplacements et de diversification des mobilités, des groupes sociaux vivant les uns selon des temps lents, des temps anciens comme les éleveurs, et d'autres, commerçants, transporteurs, touristes, guides touristiques, selon des temps modernes, rapides. Ceux-ci vivent en réseaux hiérarchisés, organisés par des moyens de communication rapides, ponctués par les hôtels, les stations-service... Ceux-là ont des territoires « rhizomatiques » composés de lieux et d'itinéraires transmis par les générations antérieures.

C'est également un essai sur les relations espace-temps qui inspire Daniel Hiernaux dans sa contribution « Géographie des temps et des espaces éphémères et fugaces ». Comme bien d'autres, ce texte est susceptible de susciter de vifs débats. Bornons-nous ici à

quelques propositions-clés : Les correspondances entre les échelles du temps (long, éphémère, fugace, inexistant) et celles des sociétés (les sociétés dans leur histoire, l'évènement du quotidien des individus, l'instant qui traverse la quotidienneté, la simultanéité espace-temps) ; l'abolition de la distance et la « liquéfaction » de l'espace, succédant aux rapports espace-temps de la géographie classique, caractérisés par la durée, la permanence, la stabilité, une géographie conventionnelle dont les méthodes et la cartographie sont de portée limitée pour la géographie du quotidien, de l'éphémère, de l'ici et maintenant.

La perspective des rapports espace-temps peut aussi s'appliquer aux nouvelles ruralités (ou nouvelles urbanités) surgies aux marges de l'aire urbaine de Buenos Aires (Claudia Barros) : les mobilités sous-tendent ces espaces mi-ruraux mi-urbains (« rururbains » - nous dirions rurbains ?), qu'il s'agisse des urbanisations fermées (barrios cerrados et countries), des résidences secondaires, des équipements touristiques, des ateliers néo-artisanaux... Se construisent ainsi des lieux, à partir desquels peuvent se construire des identités d'un nouveau type, rururbaines.

Ricardo Mendez, dans le chapitre « Géopolitique des ressources naturelles » (qui aurait eu sa place dans la première partie) rappelle les enjeux de pouvoir et les conflits qui suscitent la possession et l'exploitation des ressources naturelles, en invitant à se placer dans une perspective multicausale et multiscalaire. L'hydropolitique, tout comme la pétropolitique, renvoient nécessairement à la complexité des enjeux et donc à la nécessité d'une démarche de recherche prenant en compte cette complexité.

« Les inégalités agricoles mondiales et la sous-alimentation » (Marcel Mazoyer) nous renvoient également d'une part à ce que l'on pourrait appeler une « agropolitique » mondiale, aux inégalités de développement agricole, dont les causes sont elles aussi complexes, aux marchés internationaux des produits agricoles, et d'autre part à la sous-alimentation de centaines de millions de personnes. Aussi doit-on repenser les politiques agricoles mondiales, en priorité en direction des populations les plus défavorisées.

Sous le titre « De la géographie des risques aux géographies de la vulnérabilité », Anna Ribas et David Sauri, après avoir rapidement rappelé les grands courants de la géographie des risques, proposent de

dépasser le dualisme société-nature en considérant le concept de vulnérabilité, qui mobilise non seulement des facteurs physiques ou biologiques, mais aussi des conditions sociales : le contexte économique, les capacités d'intervention de l'État, celles des populations à se protéger et à réagir.

**La troisième partie, sous l'intitulé « Les autres villes » rassemble des textes qui développent des regards inhabituels, ou du moins jugés tels, concernant les villes.**

Josep Maria Montaner organise sa réflexion sur deux thèmes principaux. Les « frontières chaudes » qui partagent les villes en quartiers dont les limites séparent des populations de plus en plus appauvries (la marginalisation des sans domicile fixe en est une illustration extrême) et des catégories sociales de plus en plus riches et soucieuses de se protéger des crises qui peuvent secouer les villes. Dans le même temps sont en œuvre des processus, lents ou brutaux, de destruction de la mémoire collective, ce qui illustrent Los Angeles, Barcelona ou Berlin.

Les peurs urbaines, les sentiments d'insécurité, les craintes des autres donnent lieu à des interprétations et à des propositions d'intervention diverses (Laia Oliver-Frauca) – « La ville et la peur » : soit éliminer les activités délictueuses et les signes de désordre social qui les accompagnent, soit penser ou repenser l'urbanisme des quartiers de telle sorte que puissent aisément être contrôlées les intrusions indésirables, soit favoriser la coexistence de personnes et d'activités différentes – un certain degré de désordre pouvant être le signe de la créativité qui résulte de la diversité des personnes.

La distinction fréquemment faite entre la ville formelle et la ville informelle est remise en question par Raquel Tardin, architecte-urbaniste enseignante et chercheuse à Rio de Janeiro. Elle plaide pour une compréhension non segmentée de la ville et pour des politiques qui favorisent « la cohésion urbaine, la distribution équitable des ressources et le développement de systèmes transversaux qui réunissent les différents secteurs urbains ... » (p. 403).

Abel Albet, Anna Clua et Fabia Diaz s'interrogent sur le rôle et le devenir des espaces publics. Face à la privatisation des espaces publics et au contrôle, au nom de la sécurité, et en considérant les activités qui s'y déroulent et des personnes qui les pratiquent, ils plai-

dent pour que les lieux publics redeviennent des lieux « ouverts, accessibles, divers, multiples, hétérogènes... des lieux de spontanéité, d'urbanité multiculturelle, d'intégration, de conflits créatifs » (p. 415 et suivantes).

Également animée par l'ambition de contribuer aux « Autres géographies », Alicia Lindon construit sa réflexion sur la spatialité de la vie quotidienne, définissant la géographie comme « la connaissance scientifique qui permet de rendre intelligible la spatialité » (p. 426). Se plaçant dans la perspective de l'acteur, du sujet et de ses pratiques quotidiennes des espaces (urbains), elle propose pour rendre compte de la diversité des spatialités quotidiennes urbaines des hologrammes socio-spatiaux permettant de saisir les appartenances aux lieux que construisent et ressentent les personnes : la rue densément fréquentée par les badauds, les périphéries urbanisées (la sécurité, la nature, l'automobile), les espaces des SDF (l'intériorité dans l'extériorité). En somme une géographie alternative de la ville, depuis la perspective de l'habitant dans sa vie quotidienne, ce qu'elle a de fugace, de mobile.

Manchester et Barcelona ont en commun d'avoir été des villes industrielles emblématiques et de s'afficher aujourd'hui comme étant des villes de la connaissance et de l'information. Deux radios locales implantées dans deux quartiers frappés par la crise industrielle, où se concentrent les chômeurs, les familles socialement assistées, les immigrants..., partagent l'objectif de (re)donner aux quartiers défavorisés et stigmatisés de la dignité vis-à-vis de l'extérieur et de l'estime de soi pour leurs habitants, cela dans le contexte de la régénération et de la promotion internationale des deux villes – régénération et promotion qui, par le truchement de la culture et de la connaissance « ne sont rien de plus que l'expression du capitalisme avancé » (Anna Clua, p. 460).

### Faire place dans « les autres géographies » à une géographie du corps (4<sup>ème</sup> partie) ouvre des champs de recherche en partie inédits et innovants

Dans son texte « Le corps comme marchandise », Josefa Bru situe la **géographie du corps** dans la géographie, plus concrètement la géographie sociale, dans le cadre d'analyses pluridisciplinaires : le corps, qui incarne l'échelle géographique la plus élémentaire, est « un espace social, le niveau le plus élémentaire de pénétration du pouvoir, l'élément essentiel dans la

constitution de l'identité... » (p. 465-466). L'esclavage et les différentes formes de servitude, la prostitution, la pornographie et les trafics qu'elle alimente ; ou les commerces de la reproduction humaine (transferts d'embryons, mères porteuses...), ou encore les images du corps, du sexe et des rapports de sexe que diffusent les publicités : autant de thèmes pour mettre en lumière les bases et les orientations d'une géographie du corps, plus généralement pour ré-interroger les fondements, les principes et les méthodes de la géographie.

« **La question du genre en géographie** a parcouru un long chemin » (Mario Prats Ferret) : d'une géographie des femmes, on est passé à une géographie du genre, puis (ou parallèlement) à une (ou des) géographie(s) féministe(s), débouchant sur de nouveaux thèmes, tels la corporéité, les sexualités, l'érofémiste, ou la géographie des émotions. Les orientations de la géographie du genre diffèrent sensiblement selon que l'on évoque la condition des femmes dans les pays riches ou dans les pays pauvres.

Xosé M. Santos (« **Les espaces homosexuels** ») replace l'homosexualité contemporaine dans le contexte des dernières décennies : « segmentation croissante de la société, dissolution sociale des identités, renforcement du lieu comme espace chargé de signification... La géographie de l'homosexualité associe fréquemment deux territoires, celui diurne, du travail et des relations et normes hétérosexuelles, celui nocturne, du quartier de rencontre ou/et de résidence où se regroupent *gays* et lesbiennes. Mais cette géographie évolue. Le cyberspace suscite de nouveaux lieux de rencontres et de nouvelles formes de socialisation. La fréquente gentrification de quartiers *gays*, qui sont porteurs d'une forte identité, se fait au bénéfice des homosexuels socio-économiquement privilégiés, excluant les homosexuels à faibles ressources (qui ont aussi peu accès au cyberspace), participant de ce fait aux inégalités, injustices et exclusions qu'engendrent les politiques néo-libérales.

Ana Olivera a consacré une bonne partie de ses recherches **aux handicapés** et aux obstacles qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne. Aussi parle-t-elle en connaissance de cause des handicapés, de leur santé et de leur espérance de vie, de leurs difficultés et des conséquences qu'elles ont : économiques, sociales, culturelles, psychologiques, comportementales. L'accessibilité aux différents lieux est donc essentielle. L'élimination des obstacles est une nécessité ; elle rendrait l'espace

accueillant non seulement pour les handicapés (de telle sorte qu'ils aient accès à tous les espaces) mais à l'ensemble des populations. « Sans équité spatiale réelle, l'accès universel à l'éducation ou l'égalité des chances sont pure illusion » (p. 538).

Résumons : l'ouvrage *Las otras geografía* a de grands mérites, pour le moins, un double mérite, dont ne rend qu'imparfaitement compte un compte-rendu pourtant inhabituellement long.

Tout d'abord le mérite de pousser sur le devant de la scène de la géographie, des thèmes effectivement peu étudiés par les géographes, du fait de certaines réserves telles celles concernant l'homosexualité, les commerces des corps, ou encore pour des raisons différentes, les terrorismes, les conflits oubliés ou les états voyous ; ou encore parce que les questions sont nouvelles, relativement, reflétant les évolutions en cours de l'économie, des sociétés, des mœurs : ainsi le commerce équitable, l'altermondialisme et les mobilisations sociales ; ou bien, signes des temps, les mobilités, les précarités, les temps et les espaces éphémères ; ou les temps lents, les temps libres, les temps morts, qui ont leurs possibles géographies.

Ces ouvertures prennent appui sur d'abondantes bibliographies, le plus souvent d'auteurs anglo-saxons, précurseurs dans bien des domaines évoqués, alors que les géographies allemandes, françaises, italiennes, espagnoles même font bien plus rarement référence, on trouve dans leurs publications de nombreux exemples d'« autres géographies ».

Un deuxième mérite est d'ouvrir (ou de reprendre) un certain nombre de questionnements de fond concernant la géographie, plus généralement les sciences sociales (dont les sciences politiques).

La question de la mondialisation traverse l'ensemble de l'ouvrage : ses dimensions géopolitiques, le triomphe du néo-libéralisme et du capitalisme financier, les changements dans les échanges internationaux, les mobilités migratoires, les compétitions entre métropoles, les conditions d'emploi et de travail (précarité, sous-emploi, délocalisations d'activités), etc.

Les territoires font question ; leur approche renvoie à des interrogations décisives pour la discipline : les relations entre identité(s) et territoire(s), les échelles de l'espace et du temps, les rapports individus / groupes

sociaux dans des sociétés de plus en plus atomisées où prévalent les concurrences interindividuelles, les constructions personnelles des espaces de vie, où le privé l'emporte sur le public, où s'imposent l'informel, l'incertain, l'inédit, l'incontrôlé, etc.

L'ouvrage invite à une seconde lecture qui serait guidée par le projet de rassembler les contributions des auteurs à ces différents questionnements. On s'interrogerait de façon organisée sur les références que ces autres géographies empruntent à la géographie culturelle ou aux courants post-modernes en géographie. S'imposerait l'obligation de définir les méthodes qu'utilisent les géographes qui se réclament de ces autres géographies : la combinaison des méthodes dites quantitatives et des méthodes dites qualitatives, les interactions des échelles spatiales, temporelles et sociales, les comparaisons éclairantes, la pluridisciplinarité, ses exigences et ses difficultés.

À l'évidence, la plupart des auteurs réunis pour la réalisation de l'ouvrage se positionnent en situation critique à la fois des sociétés contemporaines, du système néo-libéral et des politiques qu'il inspire, et de la géographie « classique », « conventionnelle », « positiviste », peu armée pour saisir les instabilités, les imprévisibilités, et les diversités de sociétés d'aujourd'hui, ou encore les « subjectivités spatiales » (A. Lindon, p. 432) des individus et la complexité de leurs relations aux lieux. Les positions critiques interrogent à la fois sur la validité scientifique des savoirs (faire preuve d'humilité) et sur la portée sociale et politique des savoirs géographiques et le rôle des géographes confrontés aux inégalités et aux injustices.

Un regret pour terminer : il est rarement fait référence à la géographie sociale, malgré la proximité des thèmes, des problématiques générales, des positionnements critiques, voire radicaux. Traitant des inégalités, des rapports socio-spatiaux, des enjeux et des conflits, de l'articulation des échelles, du local et du global, etc. La géographie sociale est, en effet, la trame sous-jacente et commune à beaucoup de contributions. Le regret invite non seulement à une autre lecture de l'ouvrage, avec un point de vue de géographie sociale, mais aussi à expliciter les problématiques différentes qui s'expriment dans le recueil des contributions, en faisant l'hypothèse qu'elles gagneraient en unité et en cohérence en se plaçant dans les perspectives de la géographie sociale.